

3° De veiller à assurer la discipline professionnelle et d'exercer, en liaison avec la corporation, le contrôle de toutes les coopératives affiliées;

4° De prendre toutes initiatives utiles au développement et à l'organisation des coopératives adhérentes.

Art. 7. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat directeur des services professionnels et sociaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 février 1942.

PIERRE CAZIOU.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MARINE

Tableau spécial de la Légion d'honneur.

Par arrêté en date du 24 février 1942 de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, commandant en chef des forces maritimes françaises, pris en application du décret du 5 septembre 1939, a été inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur:

Pour le grade d'officier,

M. Vanrycke (Alphonse-Désiré-Léon), lieutenant de vaisseau honoraire, capitaine au long cours, pilote de Dunkerque, chevalier de la Légion d'honneur du 23 mai 1931, Croix de guerre 1914-1918, pour « faits de guerre ». A été cité à l'ordre de l'armée.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'AVIATION

Relèvement de l'interdiction d'accéder aux fonctions publiques.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation

Arrête:

Article unique. — Sont relevés de l'interdiction d'accéder aux fonctions publiques en vue de continuer à servir dans l'armée de l'air, les militaires dont les noms suivent:

Borenguer (Miguel), sergent du corps du personnel du service général, né le 16 juillet 1915 à Casablanca.

Gilabert (Francisco), sergent du corps du personnel mécanicien, né le 22 juin 1916 à Aspe (Espagne).

Fait à Vichy, le 19 février 1942.

G. BÉNGERET.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

Organisation des services du secrétariat général de la jeunesse.

Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu la loi n° 116 du 30 janvier 1912 relative à l'organisation du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les services du secrétariat général de la jeunesse sont dirigés et administrés, sous l'autorité du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, par le secrétaire général de la jeunesse, assisté du secrétaire général adjoint.

TITRE I^{er}

ADMINISTRATION CENTRALE

Art. 2. — L'administration centrale du secrétariat général de la jeunesse comprend:

Le bureau des études générales et de l'inspection;

Le bureau de la propagande;
Le service de la formation des jeunes;
Le service du travail des jeunes;
Le service administratif et financier.

Art. 3. — Les bureaux de l'administration centrale sont répartis ainsi qu'il suit:

Bureau des études générales et de l'inspection;
Bureau de la propagande,
sous les ordres directs du secrétaire général et du secrétaire général adjoint.

Service de la formation des jeunes.

Bureau des écoles de cadres.
Bureau des groupements de jeunesse.
Bureau des maisons de jeunes et des auberges de la jeunesse.
Bureau de la jeunesse scolaire et de l'action civique des jeunes.

Service du travail des jeunes.

Bureau de l'orientation professionnelle et du classement.
Bureau de la jeunesse professionnelle.
Bureau de la jeunesse rurale.

Service administratif et financier.

Bureau du personnel.
Bureau du budget.
Bureau du matériel.
Section de ravitaillement.

TITRE II

INSPECTION

Art. 4. — L'inspection de la jeunesse est chargée d'accomplir les missions de documentation, de vérification et de contrôle qui lui sont confiées par le secrétariat général.

Son action s'exerce sur tous les services extérieurs du secrétariat général et, dans le cadre des attributions du secrétariat général, sur tous les organismes qui en dépendent, directement ou indirectement.

L'inspection est constituée par des fonctionnaires ou agents placés, soit directement auprès de l'administration centrale (bureau des études générales et de l'inspection), soit auprès des services extérieurs régionaux.

TITRE III

SERVICES EXTÉRIEURS

Art. 5. — Les services extérieurs de la jeunesse comprennent, d'une part, les délégués à la jeunesse et les services placés sous leur autorité (y compris les commissariats au travail des jeunes et les écoles régionales de cadres), d'autre part, les écoles de cadres nationales, les écoles de cadres spécialisées et les écoles de formation des cadres techniques.

Art. 6. — Les services extérieurs placés sous l'autorité des délégués sont organisés par régions, dans les conditions prévues par la loi du 19 avril 1911.

A la tête de chaque région, un délégué régional à la jeunesse représente le secrétaire général pour l'ensemble des questions ressortissant au secrétariat général de la jeunesse.

Il peut être assisté d'un délégué (ou délégué adjoint) pour chacune des quatre branches correspondant respectivement au service de la formation des jeunes, au service du travail des jeunes, au service administratif et financier et au bureau de la propagande.

Jusqu'à nouvel ordre, les fonctions de délégué chargé des questions ressortissant au service du travail des jeunes seront confiées à des commissaires au travail des jeunes.

A titre transitoire, des décisions du secrétaire général pourront maintenir dans certaines régions l'autonomie des commissaires au travail des jeunes vis-à-vis du délégué régional à la jeunesse ou confier les fonctions de délégué régional à un commissaire au travail des jeunes.

Art. 7. — Dans chaque département est placé un délégué à la jeunesse (ou délégué adjoint) qui représente, sous l'autorité du délégué régional, le secrétariat général de la jeunesse.

Il exerce l'ensemble des fonctions correspondantes. Toutefois, dans les départements où le secrétaire général le juge nécessaire, le délégué peut être assisté d'un commissaire au travail des jeunes.

Art. 8. — Dans la limite des effectifs réglementaires ou des crédits accordés, des délégués ou délégués adjoints et des assistants peuvent être mis à la disposition des délégués régionaux et des délégués départementaux.

Art. 9. — Les écoles de cadres de la jeunesse comprennent:

Deux écoles nationales:

Une école pour la jeunesse masculine;

Une école pour la jeunesse féminine;

Dix écoles spécialisées;

Des écoles régionales, dans la limite des crédits affectés à leur fonctionnement.

A la tête de chaque école nationale ou spécialisée est placé un directeur (ou une directrice) choisi parmi les délégués ou délégués adjoints à la jeunesse. A la tête de chaque école régionale est placé un directeur (ou une directrice) recruté sur contrat.

Les directeurs des écoles nationales peuvent être assistés de sous-directeurs, également choisis parmi les délégués ou délégués adjoints à la jeunesse.

Les cadres des écoles nationales comprennent, en outre, des instructeurs et des économes.

Les écoles spécialisées comprennent des assistants, des moniteurs et des économes.

Les écoles nationales, les écoles spécialisées et les écoles régionales comportent des personnels auxiliaires recrutés dans la limite des crédits ouverts à cet effet.

Art. 10. — Les écoles nationales et les écoles spécialisées sont rattachées directement, tant en ce qui concerne l'enseignement que l'administration, à l'administration centrale du secrétariat général (service de la formation des jeunes).

Les écoles régionales sont rattachées à l'administration centrale par l'intermédiaire des délégués régionaux à la jeunesse.

Art. 11. — En dehors des écoles visées au deux articles précédents, des écoles de formation de cadres techniques fonctionnent dans la limite des crédits alloués à cet effet. Elles sont rattachées au service du travail des jeunes.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 12. — Les attributions des services ou bureaux prévus dans les articles précédents seront déterminées par instruction du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.

Art. 13. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 14. — Le secrétaire général de la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 15 février 1942.

JÉRÔME CARCONICO.

Par arrêté en date du 22 février 1942, M. Dejardin, sous-directeur à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, est chargé, cette qualité, du service administratif et financier du secrétariat général de la jeunesse.

Pierre de la...